

EUROFINS CEREP

Société anonyme

2 Rue du Professeur Gargouil
86600 Celle L'Evescault

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

EUROFINS CEREP

Société anonyme

2 Rue du Professeur Gargouïl
86600 Celle L'Evescault

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société EUROFINS CEREP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EUROFINS CEREP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Fonds de commerce

La note "Principes et méthodes comptables - Immobilisations incorporelles et corporelles" de l'annexe aux comptes annuels indique que les fonds de commerce ne sont pas amortis en raison de l'absence de limite prévisible à leur durée d'utilisation et font l'objet annuellement d'un test de dépréciation consistant à comparer leur valeur actuelle à leur valeur nette comptable. L'écart entre la valeur actuelle et la valeur nette comptable fait l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses sur lesquelles se fonde ce test de dépréciation et apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives aux nombres de factures prévues par cet article.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Herblain, le 30 avril 2025

Le commissaire aux comptes
Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by a horizontal line and a small flourish.

Lise BRUN

COMPTES ANNUELS

EUROFINS CEREP

2 rue du professeur Gargouïl 86600 CELLE L'EVESCAULT

DATE DE CLOTURE : 31/12/2024

Sommaire

Page de garde.....	1
Sommaire.....	2
Page de garde Bilan.....	3
Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Page de garde CDR.....	6
Compte de résultat.....	7
Compte de résultat (suite).....	8
Intercalaire.....	9
Règles et méthodes comptables.....	10
Immobilisations.....	14
Amortissements.....	15
Provisions inscrites au bilan.....	16
Etat des échéances des créan.....	17
Charges à payer et Produits	18
Charges et produits constaté.....	19
Eléments constitutifs du fon.....	21
Nombre et valeur nominale de.....	22
Variation des capitaux propres.....	23
Précisions sur les transfert.....	24
Précisions sur les charges e.....	25
Liste des filiales (portrait).....	26
Engagements hors bilan.....	27
Crédit-Bail.....	28

BILAN

EUROFINS CEREP

2 rue du professeur Gargouïl 86600 CELLE L'EVESCAULT

DATE DE CLOTURE : 31/12/2024

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	1 051 601	849 301	202 300	0
Fonds commercial	2 233 516	0	2 233 516	2 233 516
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	410
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	3 285 117	849 301	2 435 816	2 233 926
Terrains	28 600	0	28 600	28 600
Constructions	5 862	93	5 769	0
Installations techniques, matériel	16 636 309	12 737 088	3 899 222	3 030 613
Autres immobilisations corporelles	7 454 547	3 159 119	4 295 428	3 101 294
Immobilisations en cours	429 190	0	429 190	4 150 177
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	24 554 508	15 896 299	8 658 208	10 310 685
Titres de participations	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	237 723	0	237 723	237 723
Autres immobilisations financières	16 800	0	16 800	16 800
TOTAL immobilisations financières	254 523	0	254 523	254 523
Total Actif Immobilisé (II)	28 094 148	16 745 600	11 348 547	12 799 134
Matières premières, approvisionnements	3 088 310	1 000 539	2 087 771	2 565 444
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	1 731 390	460 500	1 270 890	1 269 295
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	4 819 700	1 461 039	3 358 661	3 834 739
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	8 063 454	157 024	7 906 430	9 126 603
Autres créances	43 438 811	0	43 438 811	44 555 310
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	51 502 265	157 024	51 345 241	53 681 913
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	17 581 539	0	17 581 539	8 631 950
TOTAL Disponibilités	17 581 539	0	17 581 539	8 631 950
Charges constatées d'avance	365 321	0	365 321	147 561
Total Actif Circulant (III)	74 268 824	1 618 063	72 650 761	66 296 163
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	63 803		63 803	153 681
Total Général (I à VI)	102 426 775	18 363 663	84 063 112	79 248 977

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel dont versé : 75 660	75 660	75 660
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	10 837 504	10 837 504
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	7 567	7 567
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	10 031 228	10 031 228
TOTAL Réserves	10 038 795	10 038 795
Report à nouveau	43 540 375	35 901 615
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	7 154 548	7 638 760
Subventions d'investissement	93 166	122 322
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	71 740 049	64 614 657
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	175 712	264 640
Provisions pour charges	1 533 687	1 517 682
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	1 709 400	1 782 322
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	325 177	100
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	3 342	3 342
TOTAL Dettes financières	328 519	3 442
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 158 771	2 726 724
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 307 532	3 549 523
Dettes fiscales et sociales	3 693 940	3 833 805
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	429 190	2 053 014
Autres dettes	1 129 453	615 512
TOTAL Dettes d'exploitation	9 718 887	12 778 579
Produits constatés d'avance	419 881	21 880
TOTAL DETTES (IV)	10 467 287	12 803 901
Ecart de conversion Passif (V)	146 376	48 097
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	84 063 112	79 248 977

COMPTE DE RESULTAT

EUROFINS CEREP

2 rue du professeur Gargouïl 86600 CELLE L'EVESCAULT

DATE DE CLOTURE : 31/12/2024

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0	0	0	684
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	3 370 642	37 086 624	40 457 266	44 068 767
Chiffres d'affaires nets	3 370 642	37 086 624	40 457 266	44 069 451
Production stockée			0	87 031
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			30 537	2 367
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			2 884 479	3 191 638
Autres produits			939 476	652 213
Total des produits d'exploitation (I)			44 311 757	48 002 699
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			5 421 482	6 286 925
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			374 783	404 914
Autres achats et charges externes			17 207 081	17 257 651
Impôts, taxes et versements assimilés			350 606	384 482
Salaires et traitements			9 299 437	9 795 214
Charges sociales			3 993 121	4 124 779
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	2 409 557	1 970 208
		Dotations aux provisions	0	33 033
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	208 559	283 438
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	245 022	55 081
Autres charges			299 776	945 137
Total des charges d'exploitation (II)			39 809 423	41 540 863
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			4 502 334	6 461 836
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			1 502 746	1 064 736
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			292 230	278 536
Reprises sur provisions et transferts de charges			253 351	166 640
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			2 048 327	1 509 913
Dotations financières aux amortissements et provisions			69 005	182 876
Intérêts et charges assimilées			0	7 830
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			69 005	190 707
RÉSULTAT FINANCIER			1 979 322	1 319 206
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			6 481 656	7 781 042

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	320 238	82
Produits exceptionnels sur opérations en capital	29 156	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	349 394	82
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	51 256	13 796
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	1 440
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	109 952
Total des charges exceptionnelles (VIII)	51 256	125 187
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	298 138	-125 106
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	301 393	533 452
Impôts sur les bénéfices (X)	-676 146	-516 276
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	46 709 479	49 512 693
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	39 554 931	41 873 933
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	7 154 548	7 638 760

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

EUROFINS CEREP

DATE DE CLOTURE : 31/12/2024

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024

dont le total est 84 063 112 € et le résultat s'élève à 7 154 548 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant.

II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, en précisant que celui-ci correspond au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après.

1) CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant

2) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éventuelles dépenses de développement sont inscrites en charge au fur et à mesure de leurs engagements.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue des immobilisations.

Les taux les plus couramment pratiqués selon le mode linéaire sont les suivants :

- Logiciels 3 ans
- Constructions 20 ans
- Installations techniques, matériels et outillages 5 à 8 ans
- Installations générales agencements, aménagements 10 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Mobilier 5 à 8 ans

Frais de recherche et développement

Les dépenses des phases de recherche des projets internes sont systématiquement comptabilisées en charges. De plus, lorsque la phase de recherche et la phase de développement d'un projet interne ne peuvent être distinguées, les dépenses encourues au titre du projet sont traitées comme s'il ne comportait qu'une phase de recherche.

Lignées cellulaires

Depuis 2003, Eurofins-Cerep acquiert et produit ses lignées cellulaires. Celles-ci constituent le matériel biologique destiné à produire les protéines utilisées dans la réalisation des tests de profilages pharmacologique.

Fonds de commerce

Le(s) fonds de commerce a/ont une durée d'utilisation non limitée et par conséquent n'est/ne sont pas amorti(s).

Un test de dépréciation est effectué lorsqu'il apparaît un indice de perte de valeur et à minima une fois par exercice à la clôture des comptes.

Si la valeur actuelle du/des fonds de commerce devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La valeur actuelle est déterminée par un calcul basé sur les flux de trésorerie actualisés (Méthode DCF).

Les principales hypothèses utilisées sont un taux d'actualisation de 6,86% et un taux de croissance à long terme de 1,50%

3) *PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

4) *STOCKS*

Les stocks de matières, fournitures et produits achetés sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute comprend le prix d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis, les en-cours de production et les produits intermédiaires sont valorisés au coût de production. Ce coût est constitué du coût des matières, des fournitures, de la main d'oeuvre directe ainsi que de toutes les autres charges directes et indirectes afférentes.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée si la valeur de réalisation prévisionnelle est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.

5) *CREANCES*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable en respectant le principe de prudence.

Les dépréciations constatées sont individualisées en fonction du risque d'irrecouvrabilité de chaque créance.

Par ailleurs, pour les autres créances clients, une dépréciation forfaitaire est constatée sur la base de la balance âgée clients. Les taux de dépréciation sont croissants, proportionnellement au nombre de jours de retard de règlement par facture.

6) *PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES*

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et dont l'évaluation peut être faite avec une fiabilité satisfaisante.

7) *ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE*

Les engagements de la société en matière de retraites sont comptabilisés sous forme d'une provision pour charges. La provision inclut les écarts actuariels et les hypothèses retenues sont les suivantes :

- âge de départ : 65 ans pour les cadres et 64 ans pour les non cadres
- probabilité de survie : selon les tables de mortalité établies par l'INSEE F 2017-2019
- taux de turn-over : entre 0% et 14% selon l'âge
- taux d'inflation des salaires : entre 2% et 4% selon l'âge
- taux d'actualisation financière : 3,46 %
- taux moyen des charges sociales cadres : 42%
- taux moyen des charges sociales non cadres : 24%
- convention collective applicable : Industrie pharmaceutique

En vertu de la recommandation n°2013.02 du 7 novembre 2013 de l'ANC autorisant l'application d'IAS19 révisé dans les comptes sociaux, la société a évalué ses engagements de retraite selon la méthode 2 et a comptabilisé les écarts actuariels immédiatement et intégralement en résultat, en résultat financier.

8) *PROVISION POUR PERTE DE CHANGE ET OPERATIONS EN DEVISES*

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base du cours de change du mois précédant l'opération. A la clôture de l'exercice, toutes les opérations en devises figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes. Les différences de conversion sont inscrites aux comptes transitoires.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

9) *CHIFFRE D'AFFAIRES*

La société applique la méthode dite « à l'avancement », pour la valorisation des contrats de prestations de services en cours à la clôture de l'exercice.

L'ajustement du chiffre d'affaires (constitué par les produits facturés aux clients selon les modalités contractuelles) sur les produits réellement acquis, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés, est constaté selon le cas en facture à établir ou en produit constaté d'avance.

Pour les prestations continues, notamment les contrats de collaboration à long terme, les produits sont comptabilisés au prorata temporis dès lors qu'ils correspondent à une contribution contractuellement acquise au titre de l'exercice considéré.

III. *AUTRES INFORMATIONS*

1) *PARTIES LIEES*

L'ensemble des opérations avec les parties liées sont conclues à des conditions normales.

2) *VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRE*

Catégorie d'activité	CA 2024 (en k€)
Services	40 457
TOTAL	40 457

3) *IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE*

La société est incluse dans le périmètre de consolidation par intégration globale de la société :

EUROFINS SCIENTIFIC SE

Val Fleuri 23

1526Luxembourg

Les comptes consolidés sont disponibles sur le site d'Eurofins : www.eurofins.com

4) REGIME FISCAL

INTEGRATION FISCALE

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la mère intégrante est la société EUROFINS SCIENTIFIC SE.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, l'impôt est supporté personnellement et définitivement par Eurofins Scientific SE. Cette dernière reverse à la société les crédits d'impôts obtenus de son fait.

Aucune charge d'impôt sur les sociétés n'est donc comptabilisée dans les comptes de la société au titre de l'exercice clos le 31/12/2024.

Le montant de l'impôt sur les sociétés qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale s'élève à 714 416 €.

Les déficits reportables au 31/12/2024 s'élèvent à 1 811 636 € dont 1 811 636 € nés avant l'intégration fiscale.

CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Certaines dépenses supportées par la société ouvrent droit au crédit d'impôt recherche.

Le produit de crédit d'impôt est comptabilisé au fur et à mesure des dépenses éligibles engagées dans l'année.

Au titre de l'exercice, le crédit d'impôt s'est élevé à 661 286 €.

A la clôture, la créance de crédit d'impôt recherche s'élève à 2 177 916 €.

5) EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen présenté est la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile. L'effectif moyen par catégorie employé pendant l'exercice est le suivant :

Catégorie d'effectifs	
Cadres	62
Non cadres	145
TOTAL	207

IV. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Néant.

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			3 077 727	0	207 800
Terrains			28 600	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0	5 862
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 776 797	0	2 859 512	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 333 777	0	1 261 358	
	Matériel de transport	4 746	0	0	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 238 683	0	345 836	
	Emballages récupérables et divers	2 270 147	0	0	
Immobilisations corporelles en cours			4 150 177	0	0
Avances et acomptes			0	0	0
TOTAL (III)			23 802 927	0	4 472 568
Participations évaluées par mise en équivalence			0	0	0
Autres participations			0	0	0
Autres titres immobilisés			0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières			254 523	0	0
TOTAL (IV)			254 523	0	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			27 135 177	0	4 680 368
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	410	3 285 117	0
Terrains		0	0	28 600	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	5 862	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	0	16 636 309	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	3 595 135	0
	Matériel de transport	0	0	4 746	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	1 584 519	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	2 270 147	0
Immobilisations corporelles en cours		0	3 720 987	429 190	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	3 720 987	24 554 508	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	254 523	0
TOTAL (IV)		0	0	254 523	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	3 721 397	28 094 148	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables			Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0	0	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			843 801	5 500	0	849 301	
Terrains			0	0	0	0	
Constructions	Sur sol propre		0	0	0	0	
	Sur sol d'autrui		0	0	0	0	
	Installations générales, agencements		0	93	0	93	
Installations techniques, matériels et outillages			9 927 669	1 990 904	0	11 918 572	
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers		1 570 979	253 735	0	1 824 714	
	Matériel de transport		1 295	949	0	2 244	
	matériel de bureau, informatique et mobilier		1 140 752	158 376	0	1 299 128	
	Emballages récupérables et divers		0	0	0	0	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)			12 640 694	2 404 057	0	15 044 751	
TOTAL GENERAL (I + II + III)			13 484 495	2 409 557	0	15 894 052	
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			0	0	0	0	
Primes de remboursement des obligations			0	0	0	0	

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	109 952	107 000	107 000	109 952
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	153 681	0	89 878	63 803
Provisions pour pensions	1 517 682	200 885	184 880	1 533 687
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	1 007	7 150	6 200	1 957
TOTAL (II)	1 782 322	315 034	387 957	1 709 400
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	851 548	0	0	851 548
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	1 359 744	181 292	79 997	1 461 039
Provisions sur comptes clients	129 757	27 267	0	157 024
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	2 341 049	208 559	79 997	2 469 611
TOTAL GENERAL (I + II + III)	4 123 372	523 593	467 954	4 179 011
Dont dotations et reprises d'exploitation		453 581	213 596	
Dont dotations et reprises financières		69 005	253 351	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Un reclassement de compte à compte a eu lieu en 2024, pour un montant de 1007.02 EUR et justifie l'écart de la réconciliation.

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				0	0	0	
Prêts				237 723	0	237 723	
Autres immos financières				16 800	0	16 800	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				254 523	0	254 523	
Clients douteux ou litigieux				59 014	59 014	0	
Autres créances clients				8 004 439	8 004 439	0	
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0	
Personnel et comptes rattachés				33 478	33 478	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				0	0	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices			0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée			183 771	183 771	0	
	Autres impôts			0	0	0	
	Etat - divers			0	0	0	
Groupes et associés				42 452 798	40 770 586	1 682 212	
Débiteurs divers				768 764	768 764	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				51 502 265	49 820 053	1 682 212	
Charges constatées d'avance				365 321	365 321	0	
TOTAL DES CREANCES				52 122 109	50 185 374	1 936 735	
Prêts accordés en cours d'exercice				0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0			
Prêts et avances consentis aux associés				0			
Cadre B	Etat des dettes			Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				0	0	0	0
Autres emprunts obligataires				0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				325 177	325 177	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers				3 342	3 342	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés				3 307 532	3 307 532	0	0
Personnel et comptes rattachés				2 326 435	2 326 435	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				1 185 950	1 185 950	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée			23 752	23 752	0	0
	Obligations cautionnées			0	0	0	0
	Autres impôts			157 803	157 803	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				429 190	429 190	0	0
Groupes et associés				0	0	0	0
Autres dettes				2 288 225	2 288 225	0	0
Dette représentative de titres empruntés				0	0	0	0
Produits constatés d'avance				419 881	419 881	0	0
TOTAL DES DETTES				10 467 287	10 467 287	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice				0			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 158 771
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 613 051
Dettes fiscales et sociales	3 054 747
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	429 190
Autres dettes	0
Total	6 255 760

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	1 486 817
Personnel et comptes rattachés	1 668
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	7 120
Disponibilités	0
Total	1 495 605

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Éléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

	Valeur nette	Taux d'amortissement
Droit au bail		
Éléments achetés avec protection juridique	2 233 516	N/A
Éléments achetés sans protection juridique		
Éléments dont l'inscription résulte d'une réévaluation		
Éléments reçus en apport		
Total	2 233 516	

Le(s) fonds de commerce ne sont/ n'est pas amorti(s)

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	5 044			5 044	15
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	5 044	0	0	5 044	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	75 660						75 660
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	10 837 504						10 837 504
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	7 567						7 567
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	10 031 228						10 031 228
Report à nouveau	35 901 615	7 638 760					43 540 375
Résultat de l'exercice N-1	7 638 760				-7 638 760		0
Résultat de l'exercice N	0	7 154 548					7 154 548
Subventions d'investissement	122 322		29 156				93 166
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	64 614 657	14 793 308	29 156	0	-7 638 760	0	71 740 049

Transferts de charges

Transferts de charges	Exploitation
Transferts de charges d'exploitation	2 701 050
Transferts de charges financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	0
TOTAL	2 701 050

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Charges exceptionnelles clients	678	0
Penalités et amendes	73	0
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 331	0
Charges exceptionnelles intercos	46 175	0
Produits exceptionnels clients	0	320 238
Subventions d'investissements	0	29 156
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	51 256	349 394

Liste des filiales et participations										
Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats (4)	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
				0	0	0	0			
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
				0	0	0	0			
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL				0	0					
(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).										
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.										
(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.										

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
A.Total engagements liés à l'exploitation	0	0	0	0
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
B.Total engagements liés au financement	0	0	0	0
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
C. Total autres engagements donnés	0	0	0	0
I. Total engagements donnés (A+B+C)	0	0	0	0
Engagements reçus (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
II. Total engagements reçus	0	0	0	0
Engagements réciproques (à détailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
III. Total engagements réciproques	0	0	0	0

Crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					0
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Dotation de l'exercice					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Exercices					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances restant à payer :					
· A 1 an au plus					0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Montant pris en charge dans l'exercice					0